

Main-d'œuvre recouper celles de la Commission d'assurance-chômage. Lorsque des gens qui n'ont aucune spécialisation, aucune formation suffisante pour occuper un emploi, se présentent au ministère de la Main-d'œuvre, les frais de la Commission d'assurance-chômage augmentent. Où est donc l'économie, monsieur l'Orateur? On prend de l'argent d'un ministère pour le donner à un autre.

Dire que l'on effectue des compressions en réduisant les subventions à la formation professionnelle des adultes c'est de l'hypocrisie, car on augmente en fait les décaissements de la Commission d'assurance-chômage. Comme le Canada dépense à l'heure actuelle 970 millions de dollars de plus au titre de l'assurance-chômage que pour la défense nationale, je pense que les Canadiens devraient dire au gouvernement qu'il est grand temps de reconnaître que sa gestion des affaires a été si mauvaise qu'elle a créé un taux de chômage intolérable dans un pays qui a autant de ressources humaines et naturelles que le Canada. Si les gens doivent se recycler pour trouver un emploi, c'est une chose. Mais en imputant les frais de cette formation à un autre ministère, le bill prouve bien qu'il n'est qu'une façade et qu'il ne correspond à aucune austérité réelle de la part du gouvernement.

Un des vrais échecs du bill C-19 a été l'accent qu'il place sur l'accroissement de la productivité. Il aurait été préférable d'encourager les Canadiens à vendre leurs produits sur les marchés internationaux. Il aurait été utile de chercher à accroître le produit national brut en offrant des encouragements qui auraient aidé les Canadiens à concurrencer les marchés internationaux.

Il est important, à mon avis, de voir ce que le gouvernement a fait depuis 1968. Bien qu'il parle de restrictions, comme il se doit, le faire demeure que le bill C-19 n'est pas un bill de restriction. Tous les Canadiens devraient être informés des échecs monumentaux du gouvernement actuel. Ses dépenses ont augmenté de 400 p. 100 depuis 1968, ce dont tous les Canadiens devraient avoir honte. Les dépenses du gouvernement s'établissaient à 9 milliards en 1968, et elles sont passées à plus de 40 milliards en 1976. En 1950, les gouvernements aux deux niveaux supérieurs accaparaient 20 p. 100 du produit national brut; aujourd'hui, c'est 42 p. 100.

Le gouvernement a présenté un bill visant à supprimer la Compagnie des jeunes Canadiens, à geler les allocations familiales et à faire un certain nombre d'autres choses. En parcourant la liste, monsieur l'Orateur, on voit vite que le gouvernement essaie de montrer qu'il réduit ses dépenses de quelques millions de dollars. C'est beaucoup pour le Canadien moyen, mais le fait demeure que les dépenses du gouvernement sont passées de 20 p. 100 du produit national brut à 42 p. 100 en vingt-cinq ans. Si le gouvernement est sérieux au sujet des restrictions, il ferait mieux d'arrêter de parler de millions de dollars et de parler de milliards de dollars, vu l'accroissement des dépenses sous l'administration actuelle.

De plus, le gouvernement n'a démontré aucun sens de responsabilité financière dans ses dépenses, de sorte qu'il ne sait tout simplement plus où donner de la tête. Quand on

Compression des dépenses de l'État

considère l'expansion du gouvernement, d'une part, et son impuissance à tenir des comptes, d'autre part, toute la population canadienne devrait exiger des explications.

A ce propos, je voudrais citer un passage du rapport de l'Auditeur général déposé hier. Il dit:

Situation plus troublante encore: au niveau central un seul changement organisationnel, d'importance plus ou moins grande, a été effectué et il n'y a pas eu encore attribution, en proportion des besoins, des ressources et des années-hommes supplémentaires nécessaires au rétablissement, dans les délais les plus brefs, d'une gestion financière adéquate et d'un contrôle judicieux et efficace des deniers publics pour tous les services gouvernementaux.

Et plus loin:

Je crois fermement que les fonds publics constituent, en réalité, des fonds en fiducie et qu'ils doivent être traités comme tels. Dans le secteur public, les contrôles financiers et les mesures de protection concernant les fonds doivent être aussi sûrs et aussi forts que ceux qui concernent les fonds en fiducie dans le secteur privé.

Donc, l'Auditeur général nous donne la preuve que le gouvernement ne contrôle plus ses dépenses. Celles-ci se sont accrues à un rythme à nul autre pareil dans toute l'histoire du Canada. Sous le régime actuel, elles ont quadruplé. Depuis vingt-cinq ans, les deux échelons supérieurs de gouvernement ont doublé la part du produit national brut qu'ils accaparent.

Nous devons alors nous demander, ce qu'il aurait fallu faire pour restreindre les dépenses. On a cité un petit exemple ce soir d'une mesure qui aurait en une grande valeur symbolique aux yeux des Canadiens: le ministre des Transports (M. Lang) qui préconise le principe du paiement par l'utilisateur, aurait pu utiliser les services d'Air Canada ou de CP Air au lieu du Jetstar qui a coûté \$240,000 pour ses visites dans sa circonscription.

Une voix: C'est \$740,000.

M. Malone: On m'a corrigé; le chiffre est encore plus élevé, soit \$740,000. Voilà qui est honteux. La devise du ministre est la suivante: J'utilise et vous payez. Voilà ce qu'il dit en fait aux Canadiens.

Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) devrait avoir honte, lui aussi; il est le deuxième grand voyageur dans le cabinet Trudeau. Il y a quelques jours, il a eu l'audace, au cours d'une conférence de presse prononcée à Calgary, de s'attaquer à un autre secteur de production lorsqu'il a déclaré que la consommation de bœuf rendait irascible. J'aimerais éclairer cette déclaration du ministre.

Bien des Canadiens ignorent que l'industrie de la viande occupe le troisième rang parmi les industries de fabrication au Canada; au premier rang vient l'industrie automobile, au deuxième, l'industrie de fabrication des appareils ménagers. Le fait est que les producteurs de viande de bœuf au Canada vont pour la quatrième année de suite vendre à perte. En outre, n'oublions pas que notre production, au Canada, est excédentaire. Nous devons aussi nous rendre compte que nous importons à l'heure actuelle beaucoup de viande de pays d'outre-mer comme l'Australie et la Nouvelle Zélande, à telle enseigne que le Canada est actuellement le quatrième pays importateur de bœuf du monde et le premier par habitant.